

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Le 6 mai 1994

Le Général
Chef de l'Etat-Major Particulier

(M)

- N O T E -

-ooOoo-

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

Sigali
45

O B J E T : Entretien avec le Chef de l'Etat intérimaire du Rwanda.

Mr le Docteur Théodore SINDIKUBWABO, président du Conseil National de Développement (CND), originaire du sud (Butare) nouveau chef de l'Etat, très âgé et de santé fragile, m'a appelé mercredi 4 mai à midi. Il désirait avoir un entretien téléphonique avec vous. Je lui ai dit que ce n'était pas possible pour l'instant et que je vous transmettrais le message qu'il voudrait bien me confier.

Il vous remercie de tout ce que avez fait pour le Rwanda et de l'accueil qui a été réservé à Paris à la délégation conduite par le ministre des Affaires Etrangères. Il désire la mise en application des accords d'Arusha mais estime que le FPR, très aidé par le président MUSEVENI de l'Ouganda, a pour seul objectif de s'emparer du pouvoir par la force à Kigali.

Sur le terrain le FPR refuse tout cessez-le-feu et aura incessamment atteint ses buts de guerre : le contrôle de toute la partie est du Rwanda y compris la capitale afin d'assurer une continuité territoriale entre l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. Le Président MUSEVENI et ses alliés auront ainsi constitué un "Tutsiland" avec l'aide anglo-saxonne et la complicité objective de nos faux intellectuels remarquables relais d'un lobby tutsi auquel est également sensible une partie de notre appareil d'Etat.

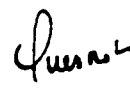
L'instabilité de la région (Rwanda, Burundi, Zaïre et Tanzanie) est assurée pour des années : les Hutus majoritaires (85 %) au Rwanda et au Burundi n'accepteront pas le contrôle tutsi.

Est-ce vraiment ce que nous voulons ?

L'introduction de l'ONU ou de l'OUA agréementée d'un zeste d'humanitaire pour nous donner bonne conscience n'empêchera pas les massacres en cours ; jusqu'ici l'effet a été plutôt inverse.

A travers le drame du Rwanda et l'abandon de fait d'années de coopération franco-rwandaise, sera-t-il possible de garantir à d'autres pays amis africains que des situations analogues ne nous conduiront pas à une réaction identique de repli ?

A défaut de l'emploi d'une stratégie directe dans la région qui peut apparaître politiquement difficile à mettre en oeuvre, nous disposons des moyens et des relais d'une stratégie indirecte qui pourraient rétablir un certain équilibre.



Général QUESNOT